

**DEMANDE**

ANNEXE 1 : EXTRAIT DU REGISTRE DU  
COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

**DEMANDE**

Greffé du Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence  
HOTEL D'ESPAGNET  
38 COU MIRABEAU  
CS 70791  
13625 AIX EN PROVENCE CEDEX 1

Code de vérification : MBYjv6y71x  
<https://www.infogreffe.fr/contrôle>



N° de gestion 1985B00499

**Extrait Abis**

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**  
à jour au 1 juin 2016

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	329 368 526 R.C.S. Aix-en-Provence
<i>Date d'immatriculation</i>	13/08/1985
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	COLAS MIDI MEDITERRANEE
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Capital social</i>	9 008 269.00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	345 rue Louis de Broglie La Duranne 13857 Aix-en-Provence Cedex 3
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 17/04/2083
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES****Président**

<i>Nom, prénoms</i>	TROUF Pascal
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 04/11/1969 à Dijon (21)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	23 chemin des Brigeottes 54130 Saint-Max

**Commissaire aux comptes titulaire**

<i>Dénomination</i>	MAZARS SA
<i>Adresse</i>	61 rue Henri Regnault 92075 Paris la Défense cedex
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	784 824 153

**Commissaire aux comptes suppléant**

<i>Nom, prénoms</i>	GOTLIB Lionel
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 01/03/1957 à Paris (75-1°) (75)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel ou adresse professionnelle</i>	61 rue Henri Regnault Tour Exaltis 92075 Paris la Défense Cedex

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

<i>Adresse de l'établissement</i>	345 rue Louis de Broglie La Duranne 13857 Aix-en-Provence Cedex 3
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	La conception, l'étude et la réalisation de tous travaux publics privés de bâtiment, génie civil, ouvrage d'art et plus généralement de tous travaux de route, de viabilité. Et l'activité de location d'engins ou de matériels de chantier.
<i>Date de commencement d'activité</i>	18/04/1984
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'AUTRE ETABLISSEMENT DANS LE RESSORT**

<i>Adresse de l'établissement</i>	28 chemin de la Carrère Pas de Lanciers 13730 Saint-Victoret
<i>Enseigne</i>	CENTRE DE TRAVAUX SAINT VICTORET
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Construction de routes et autoroutes
<i>Date de commencement d'activité</i>	07/12/2012

**DEMANDE**

Greffes du Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence  
HOTEL D'ESPAGNET  
38 COUMIRABEAU  
CS 70791  
13625 AIX EN PROVENCE CEDEX 1

N° de gestion 1985B00499

Origine du fonds ou de l'activité

Reprise d'exploitation après fin de location-gérance

Mode d'exploitation

Exploitation directe

Loueur du fonds

Dénomination

SACER SUD EST

Adresse

2 avenue TONY GARNIER IMMEUBLE ECHANGEUR. 69007 Lyon 07

**IMMATRICULATIONS HORS RESSORT**

R.C.S. Monaco

R.C.S. Gap

R.C.S. Grasse

R.C.S. Nice

R.C.S. Narbonne

R.C.S. Marseille

R.C.S. Salon

R.C.S. Nîmes

R.C.S. Béziers

R.C.S. Montpellier

R.C.S. Perpignan

R.C.S. Castres

R.C.S. Draguignan

R.C.S. Fréjus

R.C.S. Toulon

R.C.S. Avignon

**OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

- Mention n° 6497 du 05/06/2013

Fusion - L236-1 à compter du 27/12/2012 :

Personne(s) morale(s) ayant participé à l'opération :

ENTREPRISE GARENO, Société par actions simplifiée (SAS), Lieudit  
Boussou 81230 Lacaune (RCS CASTRES 330 896 234)

- Mention n° 866 du 20/01/2016

Fusion - L236-1 à compter du 30/11/2015 :

Personne(s) morale(s) ayant participé à l'opération :

LES LIANTS VAROIS, Société en nom collectif (SNC), boulevard de  
Peymarlier 83460 Les arcs sur Argens (RCS DRAGUIGNAN (8302) 315 737  
015)

- Mention n° 873 du 20/01/2016

Fusion - L236-1 à compter du 30/11/2015 :

Personne(s) morale(s) ayant participé à l'opération :

MIDI ENROBES, Société en nom collectif (SNC), Lieu dit Parc d'Artillerie  
13118 Entrussen (RCS SALON (1304) 350 151 684)

- Mention n° 3109 du 01/03/2016

Fusion - L236-1 à compter du 30/11/2015 :

Personne(s) morale(s) ayant participé à l'opération :

LANGUEDOC EMULSIONS, Société en nom collectif (SNC), ZI de la  
Lauze 34430 Saint-Jean-de-vedas (RCS MONTPELLIER (3405) 303 458  
343)

- Mention

CETTE SOCIETE A TRANSFERE SON SIEGE SOCIAL DE 4EME RUE  
LOT 12 A ZONE INDUSTRIELLE 13127 VITROLLES

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

**DEMANDE**

ANNEXE 2 : ARRETE PREFECTORAL  
D'AUTORISATION DU 12/09/1997

**DEMANDE**

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

**SOUS-PREFECTURE D'APT**

 AA

AFFAIRES COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES  
Environnement

**ARRÊTÉ**

N° 119 du 12 septembre 1997

**portant autorisation d'exploitation de carrière  
et ses installations annexes à VILLARS  
par l'Entreprise REY S.A.**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.**

- VU le code minier et notamment son article 107 ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 ;
- VU la loi n° 93-4 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;
- VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son article 69 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU les arrêtés préfectoraux n° 4714 du 29 décembre 1983, n° 694 du 3 mars 1988, n° 260 du 29 janvier 1993 portant autorisation d'exploitation d'une carrière à VILLARS ;
- VU la demande d'autorisation de carrière présentée par l'entreprise REY S.A. le 29 novembre 1995 ;
- VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 20 février 1996 au 21 mars 1996 et les conclusions du commissaire enquêteur ;
- VU les avis émis au cours de l'instruction réglementaire ;

**DEMANDE**

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté Égalité Fraternité

**SOUS-PREFECTURE D'APT**

*AR* *AA*

AFFAIRES COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES  
Financement

**ARRÊTÉ**

**N° 119 du 12 septembre 1997**

**portant autorisation d'exploitation de carrière  
et ses installations annexes à VILLARS  
par l'Entreprise REY S.A.**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR.**

- VU le code minier et notamment son article 107 ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 ;
- VU la loi n° 93-4 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;
- VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son article 69 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU les arrêtés préfectoraux n° 4714 du 29 décembre 1983, n° 694 du 3 mars 1988, n° 260 du 29 janvier 1993 portant autorisation d'exploitation d'une carrière à VILLARS ;
- VU la demande d'autorisation de carrière présentée par l'entreprise REY S.A. le 29 novembre 1995 ;
- VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 20 février 1996 au 21 mars 1996 et les conclusions du commissaire enquêteur ;
- VU les avis émis au cours de l'instruction réglementaire ;

**DEMANDE**

- VU** les rapport et propositions de l'Inspecteur des installations classées en date du 29 mai 1996 ;
- VU** les arrêtés préfectoraux de sursis à statuer sur la demande pris les 2 juillet 1996, 8 novembre 1996, 4 mars 1997 et 26 juin 1997 ;
- VU** l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 10 juillet 1996 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1128 du 3 juin 1997 portant délégation de signature à M. Raymond CERVELLE, Sous-Préfet d'APT ;
- SUR** proposition de M. le Sous-Préfet d'APT,

**ARRÊTÉ :****CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES****ARTICLE 1er :**

L'entreprise REY S.A. dont le siège est sis Z.I. de Gargas - BP 147 - 84405 APT CEDEX est autorisée dans les conditions prévues au présent arrêté à exploiter sur le territoire de la commune de VILLARS :

- une carrière à ciel ouvert de granulats, figurant à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément aux plans de phasage des travaux d'extraction et au plan de remise en état joints au présent arrêté ;

- et ses installations annexes décrites dans le tableau suivant :

N° de rubrique	Désignation	Régime
2515.1	Broyage, concassage, criblage  (Puissance installée = 52 kW)	Déclaration

**ARTICLE 2 :**

Conformément au plan cadastral du dossier de la demande sur lequel est porté le périmètre d'exploitation et dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles suivantes :

Commune : VILLARS  
Parcelles : 58, 59, 60, 186, 200, 201, 203, 213, 217, 218, 367 en totalité,          Section : AH

Parcelles : 211, 214, 215, 219, 379, 383, 384, 385 et 386 pour partie,

**DEMANDE**

ainsi que sur la portion de chemin rural comprise entre les parcelles 58, 367, 199, 198 sur une longueur de 80 mètres à l'est de la Combe de Satines.

Soit une surface totale de 72.120 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3 :**

L'autorisation est accordée pour une durée de 20 ans, à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état ; elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire de l'autorisation ou de ses contrats de forage.

Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

L'autorisation vaut pour une exploitation dont les modalités sont énoncées ci-après :

- a) l'extraction sera effectuée hors d'eau, sans rabattement de nappe, à l'aide d'engins de type pelles rétro ou chargeuses ;
- b) la production annuelle n'excèdera pas 50.000 m<sup>3</sup>/an ;
- c) la quantité totale autorisée à extraire est de 382.900 m<sup>3</sup>.

Les installations seront conformes aux plans et engagements contenus dans le dossier de demande d'autorisation, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Exception faite des conséquences pouvant résulter de l'exécution des clauses énumérées dans le présent arrêté, toute modification notable des installations ou des conditions d'exploitation devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

**ARTICLE 4 :**

Les travaux seront conduits sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables, et particulièrement :

- de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et de leur installation de premier traitement des matériaux ;
- du code minier (article 107 pour ce qui concerne la sécurité, la salubrité du personnel et la police) et notamment du décret de police n° 80.330 du 7 mai 1980, du décret 80.331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives, du décret n° 73.404 du 26 mars 1973 portant réglementation de la sécurité des convoyeurs dans les mines et les carrières, du décret n° 55.318 du 22 mars 1955 portant réglementation de la sécurité des silos et trémies dans les carrières.



**DEMANDE****CHAPITRE II - AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES****ARTICLE 5 - INFORMATION DU PUBLIC :**

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant doit mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse des mairies où le plan de remise en état du site peut être consulté.

**ARTICLE 6 - BORNAGE :**

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer les bornes nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

**ARTICLE 7 - ACCES ET SORTIE DE LA CARRIERE :**

L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

**ARTICLE 8 - DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION DE LA CARRIERE :**

Le bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation devra adresser au Préfet une déclaration de début d'exploitation de l'extension de la carrière, en trois exemplaires, dès que les aménagements du site permettant la mise en service effective de l'extraction auront été réalisés.

Cette déclaration est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées aux articles 5 à 7 du présent arrêté ; elle devra être accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières visées à l'article 12 du présent arrêté.

**CHAPITRE III - CONDUITE DE L'EXPLOITATION****ARTICLE 9 - TRAVAUX PREALABLES :****9.1. - Déboisement et défrichage**

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

**9.2. - Technique de décapage**

Le décapage des terrains devra être réalisé progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

**DEMANDE**

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

**9.3. - Patrimoine archéologique**

Lors du décapage et des travaux d'extraction, l'exploitant est tenu d'informer le Service chargé du patrimoine archéologique, en cas de découverte dans ce domaine.

**ARTICLE 10 - EXTRACTION :****Epaisseur**

L'épaisseur maximum d'extraction sera de 9 mètres comptés à partir des cotes NGF du terrain naturel telles que précisées dans l'étude d'impact.

**ARTICLE 11 - REMISE EN ETAT :**

En fin d'exploitation, tous les produits polluants et déchets doivent être éliminés et valorisés vers des installations dûment autorisées.

La remise en état du site doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation, et être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

La remise en état doit être réalisée conformément aux engagements pris dans l'étude d'impact de la demande d'autorisation.

Le remblayage des secteurs de la carrière autorisés par le présent arrêté avec apport de matériaux extérieurs est interdit.

Le réaménagement comportera notamment les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des fronts d'extraction,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et d'une manière générale la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site.

L'exploitant respectera les dispositions des plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté.

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation.

La création d'un plan d'eau permanent est interdite.

**DEMANDE****ARTICLE 12 - GARANTIES FINANCIERES :**

Les garanties financières seront constituées par un acte de cautionnement solidaire, conforme au modèle fixé par l'arrêté ministériel du 1er février 1996.

Chaque phase d'exploitation est caractérisée par une surface comprise entre 1 et 2 hectares.

L'exploitation de la phase n + 2 ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase n est terminée.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au Préfet.

A chaque période correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Les plans d'exploitation et de remise en état annexés présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

- phase 1 - (3 premières années d'exploitation) surface 1,3 hectares : 390.000 F. T.T.C. ;
- phase 1 en cours de réaménagement , phase 2 en cours d'exploitation (entre 3 et 10 ans d'exploitation) surface 3,2 hectares : 960.000 F. T.T.C. ;
- après 10 ans d'exploitation, surface concernée 4 hectares : 1.200.000 F. T.T.C. ;

L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance.

1) Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

- Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé avant le terme des cinq ans.

- L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
- Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

2) L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article 23c) de la loi du 19 juillet 1976.

**DEMANDE**

3) Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

En cas de liquidation judiciaire, l'exploitant, ou à défaut, le Syndic désigné par le Tribunal est tenu d'adresser, sans délai, une copie du jugement de la liquidation paru au bulletin officiel des annonces commerciales (BODAC) à l'Inspecteur des installations classées.

**ARTICLE 13 - FIN D'EXPLOITATION :**

L'exploitant adresse, au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation comprenant les informations prévues par l'article 34-1-III du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette notification est accompagnée d'un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos),
- le plan de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site.

**CHAPITRE IV - SECURITE DU PUBLIC****ARTICLE 14 - INTERDICTION D'ACCES :**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation doit être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger doit être signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

**DEMANDE****ARTICLE 15 - DISTANCES LIMITES ET ZONE DE PROTECTION :**

Les bords des excavations de la carrière doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et la salubrité publiques.

**CHAPITRE V - PLAN****ARTICLE 16 :**

Le plan de la carrière doit être établi et mis à jour au moins une fois par an ; sur ce plan doivent être reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état.

**CHAPITRE VI - PREVENTION DES POLLUTIONS****ARTICLE 17 - DISPOSITIONS GENERALES :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

**ARTICLE 18 - POLLUTION DES EAUX :****18.1 - Prévention des pollutions accidentelles**

- I/ Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

**DEMANDE**

**II/** Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1.000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1.000 litres.

**III/** Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

**18.2 - Rejets d'eau dans le milieu naturel****18.2.1. - Eaux de procédés des installations**

Il n'y a pas d'utilisation d'eau de procédés.

**18.2.2. - Eaux rejetées**

Tout rejet éventuel d'eaux dans le milieu naturel doit respecter les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30° C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90114).

Ces valeurs limites doivent être respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs-limites.

**18.2.3. - Effluents des sanitaires**

Ces effluents devront être rejetés dans le réseau de collecte communal. En cas d'impossibilité technico-économique, il sera mis en place un dispositif autonome conforme à la réglementation.

**DEMANDE****18.2.4. - Fertilisation lors du réaménagement**

En cas d'utilisation d'engrais lors du réaménagement, l'exploitant devra s'assurer, au préalable, de la vulnérabilité aux nitrates des eaux souterraines et évaluer ainsi les risques sur la nappe phréatique.

**18.2.5.**

Le suivi des 3 sondages effectués sera réalisé par autocontrôle par la Société REY afin de déterminer la hauteur maximum atteinte par la nappe phréatique. Les données seront régulièrement communiquées à la Direction Régionale de l'Environnement.

**ARTICLE 19 - POLLUTION DE L'AIR :**

- I/ L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Les pistes de la carrière doivent être régulièrement humidifiées.

- II/ Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Les postes suivants doivent être pourvus de dispositifs de captage, soit de moyens de rétention des émissions de poussières :

- point d'alimentation de l'installation, en tant que de besoin, compte tenu de l'humidité des matériaux introduits,
- concasseurs et cribles de l'étage primaire,
- ensemble des postes des étages secondaires et tertiaires,
- points de jetée des organes fixes de transport de matériaux susceptibles de générer de la poussière.

En cas d'installation de dispositifs de captage, les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm<sup>3</sup> (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température - 273 Kelvin - et de pression - 101,3 kilo pascals - après déduction de la vapeur d'eau - gaz sec -).

Les périodes de pannes ou d'arrêts de dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières de gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm<sup>3</sup>. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

**DEMANDE**

Le débit gazeux canalisé sera d'au plus 3.000 m<sup>3</sup>/h.

Le flux des poussières sur ce rejet, sera d'au plus 90 g/h.

Un contrôle portant sur les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses sera réalisé à la mise en service des installations. Ce contrôle sera renouvelé chaque année. Ce contrôle est effectué selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé. Les résultats en seront transmis à l'Inspecteur des installations classées.

**III/ DISPOSITIONS DIVERSES**

Concasseur :

Dans un délai de 2 ans à compter de la parution du présent arrêté, le concasseur sera déplacé dans la partie ouest de la carrière.

Convoyeurs :

Le capotage complet des convoyeurs est assuré en tant que de besoin. La hauteur de déversement des produits est limitée à 2 mètres, sauf impossibilité technique.

Stockage des produits :

Les stockages au sol des produits finis et en cours d'élaboration doivent, le cas échéant, être stabilisés de manière à éviter les émissions de poussières.

Stockage de stériles :

Les stockages de stériles et de refus sont, chaque fois que nécessaire, stabilisés pour éviter les émissions ou les envols de poussières.

Entretien :

La conception et la fréquence d'entretien de l'installation doivent permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et dans les alentours.

Expédition des produits :

Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation doivent être réalisées et entretenues de façon à prévenir les émissions et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique. A défaut, un poste de lavage doit être utilisé.

**ARTICLE 20 - INCENDIE :**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.



**DEMANDE****ARTICLE 21 - DECHETS :**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

**ARTICLE 22 - BRUITS ET VIBRATIONS :**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

**22.1. - Bruits**

Les bruits émis par la carrière et ses installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB (A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2ème partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 août 1985 (J.O. du 10 novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

En limite de la zone d'exploitation autorisée, les niveaux de bruit à ne pas dépasser sont fixés dans le tableau suivant (application de l'arrêté du 20 août 1985) :

**DEMANDE**

ZONES	PERIODES	NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN DECIBELS dB(A)
LIMITE DE PROPRIETE	<u>Jour :</u> - de 7 h à 20 h - jours ouvrables	65 dB(A)
	<u>Période intermédiaire :</u> - de 6 h à 7 h : jours ouvrables - de 20 h à 22 h : jours ouvrables - de 6 h à 22 h : dimanches et jours fériés	60 dB(A)
	<u>Nuit :</u> - de 22 h à 6 h	55 dB(A)

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A, LAeq. L'évaluation du niveau de pression continu équivalent, incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation, moins de 5 ans avant la date de publication du présent arrêté doivent, dans un délai de 3 ans après cette date, répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 69-380 du 18 avril 1969.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

**DEMANDE****22.2. - Vibrations**

Les dispositions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées doivent être respectées.

**ARTICLE 23 - RAPPORT ANNUEL DE L'EXPLOITANT :**

L'exploitant devra adresser à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, avant le 1er avril de chaque année, un rapport sur les travaux effectués et la production obtenue au cours de l'année écoulée, sur le réaménagement réalisé et les prévisions de l'année en cours au regard des mesures prescrites ; le plan demandé à l'article 16 devra être mis à jour et annexé à ce rapport.

**ARTICLE 24 - MODIFICATION DES CONDITIONS DE REAMENAGEMENT DE LA CARRIERE PRECEDEMMENT AUTORISEE :**

Les articles 4, paragraphe 3 des arrêtés préfectoraux n° 4714 du 29 décembre 1983, n° 694 du 3 mars 1988, n° 260 du 29 janvier 1993 qui disposent :

*"Les terres de découvertes seront régalezées dans le fond de la carrière sur une épaisseur d'au moins 50 cm et des plantations d'arbres seront effectuées au fur et à mesure de l'avancement des travaux"*

sont abrogés.

Le réaménagement consistera en un modelé du terrain après exploitation, tel que défini dans le projet général d'aménagement défini dans l'étude d'impact de novembre 1995.

Les parcelles : 193, 194, 196, 197, 198 telles que définies dans le plan de terrassement et de remise en état annexé au présent arrêté feront l'objet d'un remblayage répondant aux prescriptions suivantes :

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux proviendront uniquement de chantiers de terrassement en déblais.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

Un contrôle visuel sera effectué par le responsable du site avant chaque déchargement.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

**DEMANDE**

Les remblais seront apportés en commençant par l'est de la zone et en progressant à l'ouest.

Ces remblais seront compactés par couches successives de 30 à 50 cm.

Le volume de remblais apporté sera d'au moins 45.000 m<sup>3</sup> répartis de la manière suivante :

- 10.000 m<sup>3</sup> pendant la phase 1,
- 10.000 m<sup>3</sup> pendant la phase 2,
- 10.000 m<sup>3</sup> pendant la phase 3,
- 15.000 m<sup>3</sup> pendant la phase 4.

Un compte rendu annuel justifiant du volume de remblai apporté sera adressé à l'Inspecteur des installations classées et à la mairie de VILLARS.

A la fin de chaque phase d'exploitation, un levé topographique sera réalisé et adressé à l'Inspecteur des installations classées et à la mairie de VILLARS.

**ARTICLE 25 - SANCTIONS :**

Toute infraction aux présentes prescriptions, notamment celles relatives aux conditions de remise en état, constitue après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 20 - II premier alinéa de la loi du 19 juillet 1976.

**ARTICLE 26 :**

Une copie du présent arrêté devra être tenue sur le carreau de la carrière, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

**ARTICLE 27 :**

Une ampliation du présent arrêté devra être conservée à la mairie de VILLARS pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

**ARTICLE 28 :**

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de VILLARS pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la sous-préfecture d'Apt par le maire concerné. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**DEMANDE**

**ARTICLE 29 :**

Un avis sera inséré, par les soins du Sous-Préfet d'Apt, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 30 :**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 31 :**

Le Secrétaire Général de la préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, le Maire de VILLARS, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à l'exploitant par les soins de M. le Maire de VILLARS.

**P.J. :**

- Annexe 1 : Plan cadastral,
- Annexe 2 : Phasage exploitation remise en état version 3 phases,
- Annexe 3 : Phasage exploitation remise en état version 4 phases,
- Annexe 4 : Plan réhabilitation global carrière.

APT, le 12 septembre 1997

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet,

signé  
Raymond CERVELLE

Pour ampliation,  
Le Sous-Préfet,



